

17 janvier 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DICOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A L'OCCASION DE LA RÉCEPTION DES CONTRIBUTEURS DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE.

Bonjour à toutes et à tous, c'est impressionnant.

Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les préfets,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs,
Chers amis, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, sinon je vais vous faire attendre très longtemps.

Alors, je tenais en effet à vous rassembler dans cette salle des fêtes et retrouver beaucoup de visages amis, mais surtout rassembler toutes celles et ceux, ou une partie de celles et ceux, qui ont permis à la Présidence française de l'Union européenne, il y a maintenant un an, de se dérouler, d'obtenir des résultats et d'être un véritable succès. Et ce franc succès, -c'est pour ça que vous êtes là aujourd'hui-, est le vôtre. Parce que vous vous êtes mobilisés, à Bruxelles, dans plusieurs de nos capitales européennes, à Paris, sur l'ensemble du territoire français aussi, à travers les préfetures, pour organiser, pour obtenir de véritables succès.

Alors, il y a un peu plus d'un an, dans cette salle, j'ai donné une conférence de presse pour expliquer le programme qui était le nôtre. Il était très ambitieux, trop ambitieux, selon beaucoup de commentateurs à l'époque qui nous taxaient d'idéalisme, ce qui peut être d'ailleurs la signature des Présidences françaises du Conseil de l'UE. Notre liste d'objectifs était longue et exhaustive, à la hauteur de ce que nous avions, quatre ans auparavant à la Sorbonne, défini. Nous voulions aller plus loin sur les sujets de défense, sur l'immigration, nous avions des grands projets en matière industrielle, sociale, numérique, nous rêvions de faire aboutir, en bon français, le Fit For 55. Et nous voulions une Europe qui avance vers des réformes institutionnelles. La barre était placée haute avec trois mots en slogan : « Puissance, Relance, Appartenance ». Et, je dois dire que les circonstances ne nous ont pas toujours aidé.

D'abord, la pandémie qui n'arrivait pas avec la Présidence, mais qui continuait, Monsieur le directeur général et Monsieur le ministre, avec nos premiers événements préparés avec tant de soin, qui ont parfois dû se dérouler à distance, en format hybride, ou avec une audience réduite. Mais, ce départ difficile ne nous a pas empêché, et c'est tout à votre honneur, de mettre l'Union et notre action européenne à hauteur d'homme à travers 400 événements dans 29 villes : Angers, Arles, Lens, Pau, Rouen, Nevers, Fort de France, Le Bourget, etc. La PFUE a été itinérante, ancrée dans notre territoire. Et nous avons présenté encore davantage la France et à nos homologues européens.

Je crois que c'est également le sens et l'intérêt de ces présidences et j'ai, à ce titre, une pensée reconnaissante pour toutes les équipes de préfecture qui ont organisé les différents sommets et rencontres sur tout le territoire, six mois durant. Je veux ici aussi remercier l'ensemble des élus qui nous y ont aidé.

Cette Présidence a aussi été marquée, au-delà de la pandémie, par le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Nous le savions, préparer une Présidence du Conseil de l'Union, c'est préparer un programme, c'est se préparer à ce qu'il soit bousculé dans l'urgence et dans les crises. Mais, ce que vous avez collectivement réussi à faire est à tous égards inédits, puisque là où certains annonçaient au fond une semi-présidence en raison du cycle électoral français, nous avons collectivement mené une double présidence. Celle qui avait un programme prévu par temps de paix et celle qui a déployé un programme par temps de guerre.

Alors, le retour de la guerre sur notre continent, en effet, aurait pu nous dévier de nos grands objectifs. Au contraire, il les a, en quelque sorte, rendus plus évidents, plus nécessaires. Et le projet de souveraineté que

nous avons défini pour l'Europe, sous la coupole de la Sorbonne, je dirais, s'est comme révéle indispensable. Et cette période a été en effet une période de formidables accélérations que toutes et tous vous avez accompagné. À Versailles, à Bruxelles, partout où vous vous êtes réunis avec vos homologues, le besoin d'un renforcement de la souveraineté européenne a pris la force d'une certitude pour les institutions et pour beaucoup d'Etats membres.

130 textes, voilà la marque de ce succès collectif. Et je voudrais revenir simplement sur quelques réalisations de ce bilan. Tout d'abord, je le disais, le déclenchement de la guerre en Ukraine a été un test pour l'Union, nous nous en souvenons tous : test de sa cohésion, de sa capacité d'agir vite et fort face au retour de la guerre sur notre continent. Et l'Union ne s'est ni divisée, ni dérobée. Dans l'urgence comme dans la durée, nous avons apporté une aide civile et militaire sans précédent à l'Ukraine, accueillant, nous Européens, des millions d'Ukrainiens, accordant un soutien humanitaire et budgétaire et des fournitures militaires sans précédent. Et cela se poursuit.

En quelques semaines, notre Union a imposé des sanctions qui paraissaient jusque-là inatteignables. Sur les services financiers, sur les personnes, sur le charbon et le pétrole notamment, et après sept paquets de sanctions, la recherche du consensus n'a pas amoindri notre capacité à réprimer les responsables et à atteindre durement et durablement celles et ceux qui mènent ces crimes de guerre et cette guerre. L'Union a su enfin avancer dans le sens de garanties fortes pour l'avenir européen de l'Ukraine, en lui accordant, ainsi qu'à la Moldavie, le statut de candidat. Ce fut un pas historique et il nous appartient maintenant de l'accompagner pour que l'Ukraine avance effectivement sur le chemin des réformes nécessaires, mais également en veillant au destin de nos Balkans occidentaux.

Dans le contexte de guerre sur notre continent, l'Union européenne a également su prendre les décisions qui s'imposaient pour elle-même, pour la garantie, le renforcement de sa souveraineté. C'est le cap de notre agenda de Versailles : réduire notre dépendance stratégique, être plus souverain, plus indépendant en matière énergétique, alimentaire, industrielle, technologique, militaire. Nous avons, ainsi, décidé de renforcer nos capacités européennes de défense, de manière inédite dans cette période. Nous nous sommes engagés à la fin de notre dépendance énergétique, en accélérant des voies que nous avons commencées à acter, et nous avons enfin relevé notre ambition pour notre autonomie stratégique sur les matières premières critiques, les semi-conducteurs, la santé, les produits alimentaires, comme le numérique. À bien des égards, Versailles a été une prise de conscience européenne, un moment de pleine appropriation de ce que nous disions depuis plusieurs années, ici, et dont il nous appartient maintenant de mettre en œuvre toutes les avancées.

Toutefois, notre bilan de la Présidence française de l'Union européenne ne se résume pas à la guerre en Ukraine et à tout ce qui a été fait dans l'agenda que je viens de balayer très rapidement. Il y a eu plusieurs avancées emblématiques, aussi, durant cette période, sur la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de la planète, avec un accord sur les treize textes permettant d'atteindre notre objectif de réduction de 55 % de nos émissions, à horizon 2030, par rapport à 1990. Ce fut une prouesse technique, diplomatique qui a associé tant et tant d'entre vous. Mais ce qui paraissait impossible a été fait, y compris durant cette période.

Pour citer un autre exemple, la directive sur les salaires minimaux en Europe. Ensuite, et l'une aussi des avancées de l'Europe sociale les plus significatives des dernières années. Puissant outil de convergence, cette législation est le reflet de l'Europe qui protège, améliore les conditions de travail et de vie des citoyens européens et lutte contre la concurrence salariale entre les États membres, mais également promeut la négociation collective. Et je n'oublie pas, évidemment, dans ce contexte, les formidables avancées pour l'égalité femmes-hommes que nous avons aussi conduites pour la gouvernance et le fonctionnement de nos entreprises européennes, poussant à cet égard un modèle que la France avait su retenir pour elle-même.

Concernant les géants du numérique, l'Union a adopté, sous Présidence française, deux nouvelles législations qui fixent un standard mondial de régulation. En effet, les fameuses directives DMA et DSA vont nous permettre de réguler aussi bien l'action et l'activité économique des géants du numérique que de bâtir une véritable responsabilité en luttant contre les contenus illicites, en limitant évidemment leur diffusion, en luttant contre les contenus de haine ou de violence, de harcèlement, la pédopornographie, l'apologie du terrorisme, et en installant le début d'une régulation de celles et ceux qui ont la responsabilité de diffuser ces contenus.

Dans d'autres domaines où l'Union européenne doit encore s'affirmer davantage, nous avons aussi enregistré des avancées importantes pendant la PFUE, en matière de souveraineté à nos frontières, avec d'une part la réforme du fonctionnement de l'Espace Schengen pour mieux protéger les citoyens face aux crises, mieux piloter cet espace commun au niveau politique, mieux contrôler les entrées à nos frontières tout en préservant la libre circulation ; et d'autre part, les progrès obtenus sur le Pacte sur l'immigration et l'asile pour accroître la solidarité avec les pays de première entrée, renforcer les coopérations avec les pays d'origine et de transit et mieux gérer les arrivées à nos frontières et les mouvements secondaires. Ce qui a été obtenu au sommet de Tourcoing était une première après des années de paralysie de nos sujets migratoires.

En matière de sécurité et de défense, nous avons su adopter la Boussole stratégique, premier Livre blanc européen, -Madame et Monsieur les ministres qui avez conduit cela pendant ces années-, lancée sous présidence allemande et aboutissant sous Présidence française, avec là aussi, je le crois, une conviction et une vision qui étaient conformes à nos ambitions. Nous avons étayé aussi les liens avec des régions dont dépend notre avenir : l'Afrique avec laquelle nous avons renouvelé notre partenariat à l'occasion du Sommet Union européenne - Union africaine autour de nouveaux équilibres en matière économique et financier, d'un agenda en matière d'éducation, de santé, de climat, de développement des protéines végétales, de partenariat de sécurité ; l'Indo-Pacifique avec la tenue du tout premier Forum Indo-Pacifique, qui a permis d'affirmer notre volonté d'engagement sur le long terme ; et les Balkans occidentaux, pour lesquels la perspective européenne a été réaffirmée et qui doit s'incarner de façon plus concrète, tout au long du chemin menant jusqu'à l'adhésion.

La PFUE s'est largement inscrite, aussi, dans le cadre de l'Année européenne de la jeunesse, illustrée par de beaux événements : à Strasbourg en janvier dernier, à la Maison de la radio pour les trente-cinq ans du programme Erasmus et par le Campus des universités européennes à Versailles en juin. Cette Présidence a parcouru tous les secteurs que vous portez ici, de l'écologie au sport, à l'éducation, en passant par l'écologie, comme je le disais, concrète et industrielle. Elle a traversé les sujets de sécurité et de santé que nous n'avons pour autant pas oublié.

Même si l'épidémie semblait commencer à se diffuser, elle a été aussi une Présidence de culture, avec en particulier les Micro-Folies, supervisées par le ministère de la Culture, dont le déploiement au Parlement européen de Strasbourg et dans toute l'Europe a été un signal fort de coopération culturelle. Et cet ouvrage européen, écrit par vingt-sept écrivains sous la direction d'Olivier GUEZ, *Le Grand Tour*, qui fut aussi, je crois, la marque et la signature de cette ambition. Et là aussi, nous avons constamment porté une vocation culturelle durant cette Présidence qui, je crois, est la marque de ce en quoi nous croyons et de ce que nous avons essayé constamment de dire et, par ce truchement, de montrer.

Je n'ai pas, ici, évoqué tous les textes et les 130, que je mentionnais, et même pas tous les secteurs, mais je voulais simplement, de manière trop rapide, vous dire que vous pouvez collectivement être fiers de ce bilan porté par de nombreuses mains, par les équipes du secrétariat général pour la PFUE, du secrétariat général aux Affaires européennes, de la direction de l'Union européenne, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; par notre représentation permanente à Bruxelles, par tous les ministères et leurs ministres. Et, je suis ici heureux de retrouver les ministres qui ont eu à gérer cette PFUE et qui nous font l'amitié d'être là, à vos côtés, à mes côtés et aux côtés de celles et ceux qui sont aux responsabilités, aujourd'hui.

Par notre Parlement aussi, et nos députés européens, par toutes les institutions publiques et privées qui ont souhaité organiser un événement labellisé PFUE, par les think tanks et les universitaires également, qui ont nourri notre projet ; par l'ensemble des équipes de sécurité, nos forces de sécurité intérieure, les équipes du protocole et l'ensemble des équipes de préfecture, comme je l'ai évoqué, et évidemment l'ensemble de mes équipes aussi ici à l'Élysée.

Je veux ici tous et toutes vous féliciter et vous remercier pour votre implication et tout particulièrement Monsieur le Ministre et Monsieur le Ministre délégué, à l'époque, pour avoir piloté depuis le Quai d'Orsay et les Affaires européennes, ce semestre, qui, je dois le dire, était aussi bouleversé par nos échéances démocratiques, mais vous n'avez jamais cessé, au fond, d'être à la hauteur du rêve européen qui est le nôtre depuis le début.

Et je crois que c'est profondément cela la vocation de la France. Jusqu'à la fin de ce semestre, nous avons continué de proposer, et le 9 mai dernier, j'ai pu proposer cette Communauté politique européenne pour poser les bases, là aussi, d'une nouvelle enceinte politique et rassembler la famille européenne. C'était aussi l'idée que la Présidence française n'avait pas simplement vocation à parachever des choses que nous avons lancées, mais encore à proposer, et à être en impulsion pour la suite. Cette Communauté politique européenne a vu le jour, quelques mois plus tard, sous la Présidence tchèque, à Prague, avec cette première réunion qui nous a permis, justement, de réunir une Europe géopolitique sous une autre forme. Tous ces chantiers ont marqué une grande continuité de la voix de la France durant ces dernières années. Et tous ces chantiers sont aussi des ambitions lancées pour les mois et les années qui viennent.

Mais, tout cela n'aurait pas été possible sans votre formidable mobilisation, votre engagement et votre professionnalisme dans vos ministères respectifs, partout sur le territoire, au service de notre pays et de l'ambition européenne que nous portons. Les idéalistes sont des gens très pragmatiques, je l'ai souvent dit. Il m'est arrivé de citer même le cas de Robinson CRUSOÉ qui, s'il survit dans son île, n'y survit pas grâce à des poèmes ou des grandes idées, mais parce qu'il y emporte le bon paquetage. La France, c'est un peu cela. Nous avons de grands rêves, d'immenses ambitions, et nous continuons d'en avoir pour l'Europe. Mais il faut un très grand professionnalisme diplomatique, organisationnel et dans chacun des secteurs pour que nos grands rêves deviennent des idées concrètes, puis des textes, puis des réalités qui changent la vie de nos compatriotes. Durant cette Présidence française de l'Union européenne, c'est exactement ce que vous avez fait ou contribué à faire. Et c'est essentiel.

Alors, je voulais, très solennellement et très amicalement aujourd'hui, en vous réunissant ici, presque un peu plus d'un an après le début de cette Présidence française, mais qui, pour beaucoup d'entre vous, avait commencé des années avant tant ce fut une mobilisation importante, vous remercier infiniment de nous avoir permis et d'avoir fait tous ensemble ce chemin, cette part d'Odyssée, d'avoir permis de lancer de grandes ambitions qui continueront de se poursuivre sous la Présidence suédoise et au-delà, et de continuer à porter cette ambition française et européenne, chaque jour, là où vous servez la France, sur nos territoires, dans nos capitales, dans le reste du monde, à Bruxelles.

Soyez-en infiniment remerciés. Soyez fiers de ce bilan. En tout cas, je suis fier de celui-ci et je sais combien il est collectivement le nôtre.

Vive la République et vive la France !